



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE  
ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Avril 2026

# Sommaire

---

<b>Focus : Mesures mises en place suite à la crise au Moyen-Orient .....</b>	<b>3</b>
<b>Faits saillants .....</b>	<b>5</b>
POLOGNE .....	5
HONGRIE.....	8
TCHÉQUIE .....	10
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE .....	17
LETONIE .....	19
ESTONIE .....	21
<b>Agenda.....</b>	<b>23</b>

**80.4 Mt**

**Tonnage de  
marchandises  
transbordées dans le  
port de Gdańsk en  
2025,  
faisant de Gdańsk le 6<sup>e</sup>  
port de l'Union  
Européenne**

# Focus : Mesures mises en place suite à la crise au Moyen-Orient

## Pologne : Le gouvernement vise une baisse des prix des carburant et facilite leur transport

Le gouvernement polonais a préparé fin mars un paquet législatif « Baisse des prix du carburant » (CPN) visant à faire baisser les prix à la pompe, notamment via une réduction de la TVA de 23% à 8% sur l'essence et le diesel, la diminution des droits d'accise au minimum requis par l'UE ainsi que l'introduction d'un plafonnement des prix des carburants.

Plus d'informations : [gov.pl](http://gov.pl)

Le 9 mars, la Pologne a introduit sur son territoire des dérogations temporaires relatives aux temps de conduite, aux pauses et aux périodes de repos des conducteurs afin de faciliter le transport de carburants destinés à la propulsion des véhicules. Ces dérogations, mises en place pour la période du 6 mars au 2 avril 2026, visaient à maintenir la continuité de la chaîne d'approvisionnement.

Plus d'informations : [MI.gov.pl](http://MI.gov.pl)

## Lituanie : carburants moins chers et transports à prix réduit

Le taux d'accise sur le diesel passe de 500 à 450 € pour 1000 l. Il est estimé que la baisse temporaire des taxes sur les carburants, en vigueur jusqu'au 15 juin 2026, devrait faire baisser le prix à la pompe de 6 c€/l. Le surplus de recettes de TVA généré par la flambée des prix du pétrole devrait contrebalancer la perte d'accises. De plus, les prix à la pompe sont centralisés sur le site de l'Agence Lituanienne de l'Énergie afin de faciliter la comparaison par les consommateurs. Le gouvernement a aussi signé un décret obligeant la raffinerie Orlen Lituanie à libérer 80 000 t de ses réserves pétrolières.

Le ministère de l'Énergie a proposé une nouvelle mesure : les stations-services ne pourront augmenter leurs prix qu'une fois par jour et les baisser à tout moment. Si le Parlement vote la loi, elle devrait entrer en vigueur au 1er juin 2026.

Enfin, afin d'amortir les conséquences de la hausse des prix des hydrocarbures pour les particuliers, la société nationale ferroviaire lituanienne LTG a annoncé une réduction de 50% sur tous les billets de trains.

Plus d'informations : [The last vote remains—the Seimas tends to temporarily reduce diesel excise duty-LRT](#)

## Estonie : annulation de la hausse prévue des droits d'accises

L'Estonie a décidé d'annuler la hausse des droits d'accise sur les carburants, initialement prévue au 1er mai. Le texte actant cette annulation est en préparation. La décision estonienne n'a donc aucun impact immédiat sur les prix à la pompe. Un recours aux réserves stratégiques est également envisagé à hauteur de 30 000 t, soit 11 jours de consommation nationale.

## Lettonie : réduction des droits d'accises

Le gouvernement a réduit jusqu'au 30 juin le taux d'accise sur le diesel de 467€ pour 1000l à 396€ pour 1000l. Il a aussi validé un prêt de 30 M€ à la compagnie aérienne nationale AirBaltic. De plus, le gouvernement propose d'établir une contribution de solidarité qui s'active automatiquement dès lors que le prix de vente serait supérieur au prix « indicatif » de plus de

3%. Cette contribution s'élèverait à 100%, à partir de ce seuil de 3%. Il est également prévu de réduire de 50% le prix des abonnements mensuels de train.

## **Hongrie : plafonnement des prix et sécurisation de l'approvisionnement**

Diverses mesures ont été mises en place concernant le plafonnement des prix et la fiscalité des carburants, à savoir : le plafonnement des prix de l'essence et du diesel, applicable aux véhicules immatriculés en Hongrie, la réduction de l'accise sur les carburants au niveau minimal autorisé par l'UE, la mobilisation des réserves stratégiques et la limitation temporaire des exportations de carburants pour sécuriser l'approvisionnement.

D'autres mesures visent plutôt le renforcement des réserves de gaz naturel de sécurité : un projet de décret soumis à consultation visant à accroître la résilience énergétique, une hausse du niveau minimal obligatoire de réserves à 13,79 M de MWh à compter du 1er juillet 2026 et l'introduction de capacités minimales quotidiennes de stockage et de retrait garantissant la disponibilité en cas de perturbation.

## **République Tchèque : réduction du taux d'accise sur le diesel et plafonnement des marges des distributeurs**

Le 30 mars, le gouvernement tchèque a approuvé le « prêt » de 100 000 t de pétrole aux raffineries, à partir des réserves stratégiques nationales. À compter du 8 avril et jusqu'à la fin du mois, le taux des droits d'accise est réduit de 0,41 c€/l à 0,096 c€/l. De plus, le plafonnement des marges des distributeurs à 10c€/l sur l'essence et sur le diesel, à l'exception des carburants premium a été mis en place.

## **Slovaquie : fixation d'un prix du carburant spécifique pour les véhicules non-nationaux**

Le 18 mars 2026, le gouvernement a adopté un décret qui (i) limite la vente du diesel sur le marché slovaque, (ii) limite les exportations du diesel en dehors de la Slovaquie et (iii) instaure un système particulier de double tarif du diesel (pas de l'essence) pour les véhicules non immatriculés en Slovaquie pour une durée temporaire de 30 jours. La limite de vente de diesel est fixée à 400 € et permet uniquement la vente pour le plein d'un véhicule et pour un bidon supplémentaire de 10 l. Le double tarif pour le diesel est fixé par le ministère des Finances sur la base d'une moyenne observée en Tchéquie, en Pologne et en Hongrie. Le 30 mars, la Commission Européenne a envoyé une lettre aux autorités slovaques demandant de cesser d'appliquer des prix différenciés pour le diesel aux véhicules étrangers, jugés contraires au droit de l'Union.

# Faits saillants

## POLOGNE

### Nominations

Le 13 mars, le conseil de surveillance de la Banque de la protection de l'environnement (BOŚ) a révoqué le président du directoire, Bartosz Kublik, de ses fonctions au sein du directoire de la banque, et a simultanément confié la direction de ses travaux à Artur Stefański, membre du conseil de surveillance, en tant que vice-président par intérim. Kublik occupait le poste de président depuis juillet 2024.

Plus d'informations : [wnp.pl](http://wnp.pl)

### Énergie

#### - réglementation

Le 2 avril, le Président Karol Nawrocki a signé la réforme de la loi sur l'énergie. Le texte introduit notamment un nouveau modèle de raccordement (validité des conditions de raccordement réduite à 12 mois), des contrats plus flexibles, le cable pooling pour les systèmes de stockage d'énergie par batterie ainsi qu'une digitalisation des procédures. Selon le ministère de l'Énergie, ces mesures pourraient libérer jusqu'à 150 GW de capacités de raccordement, malgré des inquiétudes du secteur sur les périodes transitoires. Cette réforme marque un tournant pour l'intégration des projets EnR et la gestion des files d'attente.

Plus d'informations : [Energetyka24](http://Energetyka24)

#### - électricité

La Pologne fait face à un problème croissant de surplus d'électricité, touchant principalement les énergies renouvelables. Les opérateurs recourent de plus en plus au « *curtailment* » (limitation de la production), afin d'équilibrer le système. Ce phénomène reflète les limites du réseau et le manque de flexibilité du système électrique, malgré la croissance rapide des capacités EnR. Il souligne l'urgence d'investissements dans le stockage et les infrastructures réseau.

Plus d'informations : [PAP](http://PAP)

#### - nucléaire

La Pologne franchit une nouvelle étape dans le développement de sa première centrale nucléaire, avec le dépôt d'une demande d'autorisation de construction par PEJ. Le projet entre ainsi dans une phase clé du processus administratif, avec un démarrage des travaux prévu à l'horizon 2028. Cette étape confirme l'accélération du programme nucléaire, central pour la transition énergétique du pays.

Plus d'informations : [PAP](http://PAP)

#### - renouvelables

R. Power a démarré la construction d'un grand système de stockage par batteries (BESS) à Jedwabno, d'une puissance de 150 MW pour 300 MWh de capacité. Le projet, dont la mise en service est prévue fin 2026, sera l'un des plus grands de ce type en Pologne. Porté par un contrat de capacité de 17 ans et un accord d'optimisation à long terme, il vise à stabiliser le réseau et à renforcer l'intégration des renouvelables. La construction est assurée par Nomad Electric.

Plus d'informations : [CIRE](http://CIRE)

### - gaz et pétrole

Le gouvernement a lancé l'extension du terminal maritime pétrolier Naftoport à Gdańsk. Le projet prévoit la construction d'un nouveau poste de déchargement afin d'augmenter la capacité et la résilience de l'infrastructure. Cette extension renforcera la sécurité énergétique de la Pologne, améliorera la flexibilité logistique et soutiendra la diversification des approvisionnements. Elle s'inscrit dans la stratégie nationale visant à sécuriser les importations d'hydrocarbures face aux risques géopolitiques.

Plus d'informations : [gov.pl](http://gov.pl)

### - chauffage

La construction d'une connexion énergétique transfrontalière entre la Pologne et l'Allemagne a débuté à Zgorzelec et Görlitz. Il s'agit d'un réseau de chaleur permettant l'échange d'énergie entre les deux villes. Ce projet vise à améliorer l'efficacité énergétique et la sécurité d'approvisionnement grâce à une coopération locale renforcée. Il illustre le développement croissant des initiatives transfrontalières dans la transition énergétique.

Plus d'informations : [WNP](http://WNP)

## Environnement

### - biodiversité

À Warszawianka (voïvodie de Mazovie), sera créé le premier centre spécialisé en Pologne destiné à la détention temporaire d'animaux appartenant notamment aux catégories suivantes :

- espèces exotiques envahissantes,
- espèces couvertes par la convention CITES,
- espèces dangereuses,
- espèces protégées.

La réalisation de cet investissement, financé par le budget de l'État, est prévue pour les années 2028–2031. Actuellement, le Refuge central pour animaux (*Centralny Azyl dla Zwierząt*) réalise ses missions en coopération avec des entités externes spécialisées, auxquelles il confie le transport et la détention temporaire des animaux pris en charge par le Refuge.

Plus d'informations : [MKiS.gov.pl](http://MKiS.gov.pl)

### - adaptation au changement climatique

Le ministère du Climat et de l'Environnement élabore actuellement une stratégie nationale d'adaptation au changement climatique, accompagnée d'un plan d'actions. Ce document, prévu à l'horizon 2040, comprendra une partie analytique (notamment une évaluation des risques climatiques) ainsi qu'une partie stratégique, axée sur les secteurs prioritaires et les plus vulnérables, tels que la gestion de l'eau, l'agriculture et l'aménagement du territoire. Le plan d'actions d'adaptation sera actualisé tous les quatre ans. L'élaboration de la stratégie sera cofinancée dans le cadre du programme « Fonds européens pour les infrastructures, le climat et l'environnement » (*FEnIKS*). Le coût total du projet est estimé à plus de 4 M PLN (≈932 800 €).

Plus d'informations : [MKiS.gov.pl](http://MKiS.gov.pl)

### - eau

Huit nouvelles communes (Raszyn, Ozorków, Łomianki, Sierpc, Polanka Wielka, Jabłonna, Siechnice et Lublin) ont signé des accords de financement pour des investissements visant à améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement. La valeur totale de ces projets dépasse 368 M PLN (≈86 M€), dont plus de 207 M PLN (≈48 M€) proviennent du programme « Fonds européens pour les infrastructures, le climat et l'environnement 2021–2027 » (*FEnIKS*). La valeur cumulée des projets ayant fait l'objet des accords signés jusqu'à présent dans le cadre du programme *FEnIKS* s'élève à près de 5 Mds PLN (≈1,16 Md€).

Plus d'informations : [MKiS.gov.pl](http://MKiS.gov.pl)

## - ETS

La Pologne et neuf autres États membres (Italie, Autriche, Bulgarie, Grèce, Tchéquie, Roumanie, Slovaquie, Hongrie et Croatie) ont adressé une lettre à Ursula von der Leyen pour demander une révision du système ETS. Varsovie souhaite une révision des systèmes ETS1 et ETS2, permettant de maintenir la gratuité d'une partie des quotas, de faire cesser la spéculation sur les prix des quotas et reporter l'introduction du système ETS2 de 2028 à 2030, avec l'exclusion du chauffage urbain. Produisant toujours la majorité de son énergie à partir de ressources fossiles, la Pologne craint pour son industrie, dans le contexte de la flambée des prix liée au conflit au Moyen-Orient. Varsovie argumente également qu'il faut penser à la compétitivité de l'industrie européenne et à des allègements concernant le prix de l'énergie pour l'industrie d'armement dans le contexte sécuritaire actuel.

Plus d'informations : [bankier.pl](http://bankier.pl), [wnp.pl](http://wnp.pl)

## Infrastructures

### - Port Polska (ex CPK)

Le PDG de CPK a présenté les pistes de financement pour la construction de l'aéroport et des lignes ferroviaires à grande vitesse. Environ un tiers du coût de l'aéroport sera financé par CPK et Polskie Porty Lotnicze (aéroports polonais), tandis que le reste – plus de 7 Mds€ – devrait être couvert par la dette. L'investissement total, incluant les lignes à grande vitesse, est estimé à 30,7 Mds€ d'ici 2032. Le PDG précise que la Pologne ne recherche pas de financement auprès de l'Arabie saoudite, mais que des entités de l'UE, des pays de l'OTAN, la BEI et des banques polonaises manifestent de l'intérêt. Le volet ferroviaire à grande vitesse devrait également être soutenu par des financements européens.

Plus d'informations : [Puls Biznesu](http://Puls Biznesu)

## Transport

### - maritime

Le 3 mars, le Conseil des ministres a adopté un projet de modification de la loi relative à la prévention de la pollution marine par les navires présenté par le ministre des Infrastructures. Les nouvelles dispositions adaptent le droit polonais aux réglementations de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le transport maritime et à accroître l'utilisation de carburants renouvelables et à faibles émissions.

Plus d'informations : [MI.gov.pl](http://MI.gov.pl)

Le 4 mars à Varsovie, le vice-ministre des Infrastructures, Arkadiusz Marchewka s'est entretenu avec R. Stempel, secrétaire exécutif de la Commission pour la protection de l'environnement marin de la mer Baltique (HELCOM). Les discussions ont porté sur la préparation de la Pologne à la prise de la présidence de HELCOM le 1er juillet 2026. Les échanges concernaient également les priorités de la Pologne en matière de protection de l'environnement marin ainsi que les actions en faveur du développement durable de la région de la mer Baltique.

Plus d'informations : [MI.gov.pl](http://MI.gov.pl)

En 2025, le port de Gdańsk a consolidé sa place parmi les grands ports européens, avec un tonnage total de marchandises transbordées atteignant 80,4 Mt. Il se classe désormais 8<sup>e</sup> sur le continent et 6<sup>e</sup> au sein de l'Union européenne, devançant des ports comme Valence, Amsterdam ou Constanța, qui ont connu une croissance plus modérée. Cette performance s'explique par une progression notable dans les principaux segments de manutention : les carburants liquides demeurent le moteur principal avec 39,6 Mt (+0,4 %), tandis que les marchandises diverses ont enregistré une forte hausse, atteignant 27,2 Mt. Les conteneurs, quant à eux, ont connu la croissance la plus spectaculaire, avec une augmentation de 23 % atteignant près de 2,8 M d'EVP (Équivalent Vingt Pieds).

Plus d'informations : [cire.pl](http://cire.pl)

### - routier

Le 9 mars, la Pologne a introduit sur son territoire des dérogations temporaires à l'application de certaines dispositions relatives aux temps de conduite, aux pauses et aux périodes de repos des conducteurs, afin de faciliter le transport de carburants destinés à la propulsion des véhicules. Ces dérogations, mises en place pour la période du 6 mars au 2 avril 2026, ont un caractère préventif et concernent uniquement le transport routier national de carburants destinés à l'alimentation des véhicules à moteur. L'objectif de ces mesures est de maintenir la continuité de la chaîne d'approvisionnement en carburants.

Plus d'informations : [ML.gov.pl](https://ml.gov.pl)

À la suite d'une nouvelle hausse significative, à partir du 11 mars, des péages pour les véhicules d'un poids inférieur ou égal à 3,5 t sur le tronçon concédé de 150 km de l'autoroute A2 entre Nowy Tomysl et Konin, le ministre des Infrastructures, Dariusz Klimczak, a saisi la Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) d'une demande d'analyse des possibilités de résiliation anticipée du contrat avec le concessionnaire. Conformément au contrat, la société Autostrada Wielkopolska gère ce tronçon et perçoit les péages jusqu'en 2037.

Plus d'informations : [businessinsider.com.pl](https://businessinsider.com.pl)

## HONGRIE

### Énergie

#### - électricité

Alteo, filiale du groupe MOL, a mis en service une unité de stockage par batterie près de Győr (nord-ouest de la Hongrie), d'une capacité d'environ 20 MWh. Le projet, d'un montant de 2,4 Mds HUF (6,2 M€), a bénéficié de 830 M (2,1 M€) de subventions non remboursables dans le cadre du Mécanisme de relance et de résilience de l'Union européenne.

Plus d'informations : [CEEnergy](https://ceenergy.com)

MOL Group a inauguré à Tiszaújváros (est du pays) une installation de stockage par batteries de 40 MWh, la plus grande du genre dans la région pour un site industriel. L'investissement s'élève à environ 6,6 Mds HUF (environ 17 M€), dont 2,7 Mds HUF (environ 7 M€) de subventions du Plan national de relance et de résilience.

Plus d'informations : [HungaryToday](https://hungarytoday.com)

#### - gaz

L'interconnexion gazière Croatie-Hongrie a franchi un jalon clé avec le raccordement du tronçon Zabok-Lučko, opérationnel à environ 1,5 Mds<sup>3</sup>/an. La capacité maximale du corridor complet sera de 3,5 Mds<sup>3</sup>/an, une fois tous les segments achevés. La mise en service complète est prévue fin 2026 - début 2027, après achèvement des tronçons restants.

Plus d'informations : [CEEnergy](https://ceenergy.com)

La Hongrie et la Slovénie ont signé une lettre d'intention pour créer une interconnexion gazière transfrontalière. La capacité initiale, estimée à 440 M m<sup>3</sup>/an, pourrait être portée à 1,66 Md m<sup>3</sup>/an après extension. Cette infrastructure vise à diversifier les routes d'approvisionnement et renforcer la sécurité énergétique régionale, notamment via l'Italie. Elle permettra des flux bidirectionnels et un meilleur accès aux capacités de stockage. L'infrastructure sera compatible avec le transport de gaz renouvelables, notamment l'hydrogène et le biométhane.

Plus d'informations : [CEEnergy](https://ceenergy.com)

Greenergy-Solar Duna Kft. a construit quatre unités de stockage d'électricité à Paks, intégrées à son parc photovoltaïque existant. Chaque unité offrira environ 1,25 MW de puissance, avec une capacité de décharge d'au moins deux heures. Le projet bénéficie d'une subvention de 672 M HUF (environ 1,7 M€) dans le cadre du Plan national de relance et de résilience. La mise en service est prévue pour fin avril 2026.

*Plus d'informations :* [Green Energy](#)

### - renouvelables

La filiale GeoAkku de Épduferr a signé le 5 mars un accord-cadre avec l'énergéticien MVM pour tester à l'échelle industrielle une technologie de stockage d'hydrogène par sondes géothermiques. Le projet porte sur une phase de tests techniques sans calendrier précis ni montant d'investissement communiqué à ce stade. En cas de succès, la technologie pourrait être intégrée au projet d'hydrogène vert de la centrale de Mátra (nord du pays), couplé à la production solaire sur site (2 unités de 100 MW).

*Plus d'informations :* [EPDUFERR Nyrt](#)

L'autorité hongroise de régulation de l'énergie MEKH lance son premier bac à sable réglementaire énergétique, permettant de tester de nouvelles technologies et solutions innovantes dans un cadre temporairement assoupli. L'initiative vise à expérimenter la faisabilité opérationnelle et commerciale des innovations dans des conditions réelles. Les projets ciblés incluent le stockage d'énergie, les renouvelables et l'hydrogène vert, avec expérimentation en conditions réelles d'exploitation. La consultation publique, ouverte jusqu'au 30 avril, permettra de définir les priorités et critères de participation.

*Plus d'informations :* [MEKH](#)

La Hongrie a lancé la construction de son premier système géothermique hybride dans la région de Zsana-Kiskunhalas (sud-est du pays), combinant production d'électricité et utilisation directe de chaleur géothermique. Le projet, conduit par MVM, prévoit un forage jusqu'à 2 500 m pour exploiter des eaux à 150 °C. Si les tests sont concluants, une centrale d'une puissance installée de 3,5 à 4,5 MW pourrait y être construite pour produire simultanément électricité et chaleur. La chaleur extraite sera réinjectée après usage dans un circuit fermé.

*Plus d'informations :* [CEEnergy](#)

## Environnement

La Hongrie a lancé un programme national de prospection de matières premières critiques sur son territoire en vertu du règlement européen sur les matériaux critiques qui facilite le lancement de projets de recherche et d'exploration. Selon le président de l'autorité hongroise de supervision et de régulation des matières premières critiques SZTFH, l'exploration vise à permettre l'exploitation de Zinc, de plomb, d'argent, de molybdène et de rhénium. Les travaux de prospection, à horizon 10–15 ans, sont financés par des fonds publics dont le montant n'a pas été communiqué.

*Plus d'informations :* [SZTFH](#)

## Transports routiers

Le gouvernement hongrois a mis en consultation un projet de décret renforçant les sanctions pour les infractions au réseau de transit routier, notamment pour les véhicules lourds circulant sans destination nationale sur le réseau hors autoroutes et routes principales. Le texte prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 400 000 HUF (environ 1 040€) pour non-respect des règles de transit et vise à codifier ces infractions comme des violations administratives spécifiques. Le projet comprend également une révision du système de points d'inaptitude.

*Plus d'informations :* [Portfolio](#)

# TCHÉQUIE

## Energie

### - **électricité**

Le gestionnaire du réseau de transport électrique tchèque, *CEPS*, a engagé un changement de gouvernance avec le départ de Martin Durcak et l'arrivée de Jan Kalina, ex-dirigeant de l'énergéticien national *CEZ*. J. Kalina prendra la présidence du directoire en avril. Cette transition intervient à un moment clé pour le gestionnaire chargé d'anticiper les effets du retrait du charbon. Détenu à 100 % par l'État, *CEPS* exploite près de 6 k km de lignes à très haute tension.

*Plus d'informations* : articles [Echo24](#), [Oenergetice](#)

### - **pétrole**

Réunis à Prague, Karel Havlicek, ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, et Denisa Sakova, ministre slovaque de l'Économie, ont examiné les conséquences des perturbations de l'oléoduc *Druzhba* et les alternatives d'acheminement du pétrole en Europe centrale. Prague a proposé à Bratislava une assistance pour activer un flux inverse de pétrole en cas d'interruption prolongée des livraisons en provenance d'Ukraine.

*Plus d'informations* : communiqué [MPO](#)

### - **nucléaire**

Le gouvernement tchèque a soutenu la déclaration finale du Sommet nucléaire, qui s'est tenu à Paris le 10 mars et s'est associé à l'appel de l'Alliance nucléaire de l'UE en faveur d'un cadre européen plus favorable au nucléaire. Prague a également salué la nouvelle stratégie européenne sur les SMR et le programme indicatif nucléaire (PINIC).

*Plus d'informations* : communiqué [MPO](#)

Framatome a conclu un accord avec ČEZ, et trois autres exploitants européens de centrales nucléaires de type VVER, pour la poursuite du développement de son combustible VVER 440 de conception 100% européenne et souveraine. Cette signature marque une étape clé dans une coopération de long terme visant à sécuriser la diversification et l'approvisionnement en combustible des réacteurs à eau pressurisée VVER 440 exploités par ces partenaires.

*Plus d'informations* : communiqué [Framatome](#)

### - **gaz**

A l'occasion d'un déplacement aux Etats-Unis du 9 au 15 mars, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce, Karel Havlicek, a signé un accord pour préservé une capacité d'approvisionnement annuel d'1,4 Md m<sup>3</sup> de GNL dans les terminaux étatsuniens, soit environ un quart de la consommation annuelle tchèque. Cet accord devra se traduire par un contrat, dont les termes sont actuellement discutés par la compagnie tchèque *CEZ*.

Le ministre a également signé une première déclaration de coopération entre la Tchéquie et le Texas sur le commerce, l'innovation, la défense et l'énergie. Le ministre était accompagné lors de son déplacement par une délégation d'une cinquantaine de représentants du monde économique tchèque.

*Plus d'informations* : communiqué [MPO](#)

### - **CEZ**

Le groupe *CEZ* a publié ses résultats 2025 dans un contexte de transformation du secteur énergétique. Le chiffre d'affaires a atteint 333,4 Mds CZK (~13,5 Md€ / -3 % en g.a.), l'EBITDA 137 Mds CZK (5,5 Mds€ ; -0,3 % en g.a) et le résultat net 27,4 Mds CZK (1,1 Md€ ; -5,8% en g.a). Le groupe a bénéficié de la consolidation de *GasNet*, de la bonne tenue des segments distribution et vente, ainsi que d'une production nucléaire record à 32,1 TWh (+2,4 TWh en

g.a.), malgré l'effet négatif de la baisse des prix de l'électricité et d'un recul des profits du négoce. Pour 2026, CEZ prévoit un EBITDA compris entre 103 et 108 Mds CZK et un bénéfice net ajusté allant de 27 à 31 Mds CZK (1,1 Md€-1,27 Md€).

*Plus d'informations* : communiqué [CEZ](#).

L'entrepreneur tchèque, Pavel Tykac, propriétaire de l'électricien Sev.en, a déclaré à la Banque nationale tchèque détenir, via la société chypriote Belviport Trading, 3 % du capital de CEZ, soit environ 16,16 M d'actions valorisées à 19,4 Mds CZK (795 M€). Il serait le deuxième actionnaire du groupe derrière l'État tchèque qui détient près de 70 % des parts. Le nouveau gouvernement a réaffirmé son intention de nationaliser CEZ et étudie les différentes options permettant de racheter les parts détenues par les actionnaires minoritaires.

*Plus d'informations* : article [Oenergetice](#).

## - hydrogène

CEZ et KHNP ont signé un mémorandum de coopération sur le développement de l'hydrogène d'origine nucléaire, couvrant la production, le stockage, le transport et les usages, ainsi que l'évaluation de projets pilotes en Tchéquie. Cette coopération s'inscrit dans le prolongement du partenariat noué autour des nouveaux réacteurs de Dukovany, dont la construction a été confiée au coréen KHNP.

*Plus d'informations* : article [Oenergetice](#).

La Tchéquie s'est jointe à l'initiative portée par la Belgique au sein du Conseil de l'UE, visant à élargir le périmètre de l'hydrogène bas-carbone, dans le cadre des discussions sur la mise en œuvre de la directive RED III. La Tchéquie soutient la proposition belge d'intégrer aux objectifs européens pour l'industrie, l'hydrogène bleu, dont la production est assortie d'un captage du carbone. La Commission adopte une position prudente et réexaminera RED III en 2026.

*Plus d'informations* : article [Oenergetice](#).

## - renouvelables

Une enquête de l'institut de sondage tchèque Focus pour *Hnutí Duha*, ONG écologiste tchèque membre des Amis de la Terre, révèle que 63 % des Tchèques soutiennent l'énergie éolienne, tandis que 13 % souhaitent la limiter. L'hydroélectricité reste la source la plus soutenue (80 %), suivie du solaire et du nucléaire. Le charbon suscite peu d'intérêt : 29 % des répondants soutiennent son développement et 37 % privilégient sa réduction.

*Plus d'informations* : article [Oenergetice](#).

## Environnement

Le gouvernement tchèque a examiné le rapport annuel d'avancement sur la mise en œuvre du Concept de protection contre les effets de la sécheresse pour le territoire tchèque. En 2025, 26,8 Mds CZK (1,072 Md€) ont été mobilisés pour financer des mesures de lutte contre la sécheresse, principalement dans les infrastructures d'eau potable et d'assainissement (9,5 Mds CZK ; 380 M€), la qualité des sols, l'agriculture biologique et le remembrement (9,2 Mds CZK ; 368 M€), ainsi que la restauration forestière (2,3 Mds CZK, soit 92 M€). Des financements complémentaires ont aussi été consacrés aux étangs et petits cours d'eau (162 M CZK ; 6,5 M€), à la gestion des eaux pluviales (1,8 Md CZK ; 72 M€) et à la lutte aérienne contre les incendies (34 M CZK ; 1,4 M€), auxquels s'ajoutent 59 M CZK (2,4 M€) de financements européens.

*Plus d'informations* : communiqué [MZP](#)

## Fonds européens

Le centre de recherche CirkArena dédié à l'économie circulaire est en cours de création à Trinec. Le projet, qui a bénéficié d'un soutien d'1,87 Md CZK (76,6 M€) au titre du Programme opérationnel Transition juste, vise à accompagner la reconversion de la région moravo-silésienne en développant des technologies de valorisation des déchets industriels. Construit

sur le site de l'ancienne Werk Arena, dont 70 % des matériaux seront réemployés, le centre doit être achevé en 2027 pour une ouverture en 2028.

*Plus d'informations : communiqué [MZP](#)*

Le ministère de l'Environnement mobilise 1,7 Md CZK (69 M€) supplémentaires via le Programme opérationnel Environnement 2021-2027 pour soutenir la rénovation énergétique et le déploiement de sources d'énergie renouvelables dans les bâtiments publics. Ouverts à partir du 29 avril, ces crédits financeront l'isolation, la modernisation des équipements énergétiques et l'installation de solutions solaires, avec un objectif minimal de 30 % d'économies d'énergie primaire. Le soutien, pouvant couvrir jusqu'à 40 % des dépenses éligibles, s'adresse aux collectivités, établissements publics, écoles, institutions culturelles, organismes de recherche et structures à but non lucratif.

*Plus d'informations : communiqué [MZP](#)*

Un appel exceptionnel, ouvert du 25 mars au 15 avril et financé par le Plan national de relance et de résilience, permettra d'indemniser les ménages ayant engagé des frais de préparation pour un projet de rénovation complète dans le cadre de New Green Savings sans avoir pu déposer leur demande avant l'épuisement des fonds survenu en novembre 2025. L'aide est plafonnée à 50 k CZK (2 k€) pour les maisons individuelles et à 100 k CZK (4 k€) pour les immeubles collectifs.

*Plus d'informations : communiqué [MZP](#)*

## Transports

### - ferroviaire

L'opérateur privé RegioJet a annoncé qu'il mettra fin à compter du 3 mai 2026 à ses opérations centrées sur les liaisons intérieures polonaises (Cracovie-Varsovie-Gdynia; Poznan-Varsovie). Ce retrait est justifié par des obstacles structurels et une concurrence que la compagnie juge déloyale de la part de l'acteur public PKP Intercity. Le propriétaire Radim Jančura, a invoqué un blocage des infrastructures, des restrictions de vente du dépôt de Varsovie et des prix prédateurs exercés par PKP Intercity. Les liaisons internationales de RegioJet de Prague à Varsovie et de Prague à Przemysł seront maintenues. L'entreprise s'est dite prête à revenir sur le marché polonais si les conditions s'amélioraient.

L'opérateur privé tchèque Leo Express (Renfe) a lancé le 1<sup>er</sup> mars ses services réguliers sur l'un des principaux corridors interurbains de la Pologne entre Varsovie et Cracovie, faisant ainsi son entrée sur le marché polonais des trajets longue distance. Selon la société, plus de 100 000 billets ont déjà été vendus en Pologne avant le lancement. Les trains fonctionnent sur une base commerciale sans subvention publique. À partir d'avril, l'opérateur prévoit de mettre en place une correspondance entre Cracovie et Lviv en Ukraine.

Leo Express a également remporté l'appel d'offres pour un service international Prague-Plzen-Regensburg-Munich. Si le contrat de 5 ans (12/2026- 12/2031) d'une valeur de 17,4 M€ ne couvre que la section tchèque du corridor de 439 km, les trains traverseront la frontière jusqu'à Munich grâce à un partenariat avec une société de transport allemande engagée par les autorités de l'État de Bavière. Côté allemand, les services de transport seront assurés par l'opérateur Die LänderBahn.

Le gestionnaire ferroviaire Správa železnic (SŽ) a annoncé la révision des plans ambitieux de déploiement du système ETCS sur l'ensemble du réseau ferroviaire, l'un des plus denses au monde, d'ici 2040. Alors que les principaux corridors seront protégés par le niveau ETCS L2, la nouvelle direction de SŽ a décidé, en raison des coûts élevés, d'équiper les lignes régionales par un dispositif de sécurité alternatif, développé par le gestionnaire. Il s'agit d'un « dispositif provisoire d'arrêt des trains en cas de coupures ETCS », qui prévoit l'utilisation d'éléments du système ETCS – les balises et la partie mobile du système ETCS.

Trois ans après son lancement, l'appel d'offres majeur (0,5 Md€) concernant l'équipement en système ETCS (partie signalisation au sol) de la ligne ferroviaire Kralupy n. Vltavou - frontière allemande a été définitivement annulé sans justification. Les travaux seront finalement séparés en deux lots, : (i) une partie technologique et (ii) une partie construction, qui feront chacun l'objet d'un appel d'offres. Ce marché devait initialement permettre de créer un environnement concurrentiel et mettre fin au monopole d'AŽD. Alstom, n'ayant pas satisfait aux critères de références techniques, avait été exclu de l'appel d'offres, celui-ci se limitant à AŽD et Siemens.

Selon les données publiées par l'ACRI – Association des entreprises ferroviaires tchèques, l'industrie ferroviaire tchèque (2% du PIB) a enregistré en 2025 avec 23 700 employés un CA de 132 Mds CZK (~5,3 Mds€), demeurant au même niveau qu'en 2024. Plus de 52 % de la production (2,8 Mds€) a été destinée à l'export qui affiche au cours de cinq dernières années une croissance de 28 %. En 2026, le secteur cible une croissance de 5 %. Parmi les plus grands exportateurs figurent l'aciérie Moravia Steel et Třinecké železářny (le seul fabricant de rails et d'accessoires ferroviaires en Tchéquie), Bonatrans Groupe (roues et essieux ferroviaires), Škoda Group (trains électriques, tramways) et Nymwag (wagons de fret).

#### - *routier*

Selon les statistiques du ministère des Transports, le transport routier de marchandises par poids lourds a totalisé en 2025 plus de 465,4 Mt, enregistrant une hausse de 5,1% par rapport à 2024. La distance moyenne était d'environ 159 km. L'activité intérieure a représenté 380 Mt. Les trains ont transporté 84,6 Mt, soit moins d'un cinquième du volume transporté par la route. La majorité du transport ferroviaire de marchandises était un transport international, représentant les deux tiers du fret transporté. L'activité se replie dans le transport fluvial, avec 0,8 Mt (-25%) transportées.

Selon le nouveau recensement du trafic (comptage des véhicules), la circulation sur l'ensemble des routes tchèques a augmenté de 12% depuis 2021 et de 30% sur les sections plus fréquentées (autoroutières). Les flux du trafic les plus importants, auparavant situés à l'est du pays, se concentrent actuellement plutôt à l'ouest. La hausse de l'intensité du trafic est moins perceptible près de la capitale morave Brno. A l'inverse, une augmentation de 33% est constatée sur la section transfrontalière de l'autoroute D8 vers Dresde, ainsi qu'une augmentation de 25% sur l'autoroute D5 (Plzen-Nürnberg) près de la frontière allemande. L'autoroute D7 vers Chemnitz augmente également sensiblement. Le prochain comptage aura lieu en 2030.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, le tarif de la vignette autoroutière annuelle sera unique et s'appliquera à l'ensemble des véhicules quel que soit le mode de propulsion. Cette mesure mettra fin aux avantages dont bénéficient actuellement les propriétaires de véhicules électriques/hydrogène, la vignette étant gratuite pour eux, ou ceux de véhicules hybrides, qui ne paient qu'un quart du tarif. Cette modification permettait à l'autorité du financement des autoroutes de collecter environ 7,2 M€ supplémentaires en 2027 et 7,7 M€ en 2028. Parallèlement, le mécanisme de revalorisation annuelle de la vignette sera supprimé.

#### - *aérien*

Avec 19,25 M de passagers accueillis, les aéroports tchèques ont enregistré une hausse de trafic de 7,86 % par rapport à 2024, soit un record dépassant le niveau de l'année pré-covid 2019 (18,81 M). Le trafic international a constitué le principal moteur de cette croissance avec 19,15 M de voyageurs ; 73 923 passagers ont été accueillis en transit direct et 30 041 dans le trafic intérieur. L'aéroport Václav Havel de Prague a enregistré plus de 17,75 M de passagers (+8,5 %), Brno a accueilli 739 323 passagers, Ostrava 506 201 et Pardubice 203 681. Les aéroports ont également atteint un record dans le transport de marchandises avec 126 675 t de cargaison (dont Prague 76%).

Le ministère de l'Intérieur tchèque a signé un contrat avec Airbus Helicopters Deutschland pour la fourniture de 11 hélicoptères légers polyvalents H145. Ces avions sont destinés au Service d'aviation de la Police tchèque pour des missions de police, des services médicaux d'urgence, des secours et des incendies et possèdent des capacités de reconfiguration rapides. La valeur du contrat s'élève à 167,8 M€ hors TVA avec le cofinancement européen. Le contrat inclut également la formation pour 24 pilotes et 44 techniciens, et les pièces détachées pour les deux premières années d'exploitation, avec un temps de vol prévu de 400 heures par an. Les premiers hélicoptères devraient arriver au plus tard début 2029, les derniers en 2031.

Plus d'informations : [Registre tchèque des contrats publics](#)

#### - urbain

La société de transports de Prague (DPP) a signé le 8 avril un contrat de 30 Mds CZK (~1,2 Md€) avec *Subterra*, filiale de *Metrostav*, pour la construction du 2<sup>ème</sup> tronçon du métro D (Olbrachtova-Nové Dvory) après le rejet définitif par le président de l'Office de protection de la concurrence du recours du candidat non retenu Strabag. Le consortium dirigé par VINCI avait été éliminé de l'appel d'offres pour ne pas avoir respecté certaines conditions de qualification.

## SLOVAQUIE

### Énergie

#### - nucléaire

Le premier ministre slovaque Robert Fico a participé au Sommet mondial sur l'énergie nucléaire organisé par la France et l'Agence internationale de l'énergie atomique qui s'est tenu à Paris le 10 mars. Lors de ce déplacement, il s'est entretenu avec le Président de la République Emmanuel Macron pour évoquer les sujets nucléaires bilatéraux et avec la présidente de la Commission Ursula von der Leyen sur les sujets énergétiques (transit du pétrole russe par Drujba, prix de l'électricité).

En marge du Sommet, les sociétés Framatome (FR) et VUJE (SK, société d'ingénierie) ont signé un protocole d'accord en matière de services d'ingénierie nucléaire, de modernisation de centrales nucléaires et de mise en place des technologies nucléaires avancées. Cet accord reflète l'engagement commun des deux entreprises à renforcer leur coopération et leur complémentarité dans le domaine de l'énergie nucléaire. La signature s'est réalisée en présence du ministre français de l'Economie et des Finances, Roland Lescure, et du Premier Ministre slovaque Robert Fico.

Plus d'informations :

<https://www.framatome.com/medias/framatome-et-vuje-signent-un-protocole-daccord/?lang=fr>

Le 31 mars, lors de la réunion conjointe des gouvernements slovaque et tchèque, les Premiers ministres Robert Fico et Andrej Babis ont signé deux mémorandums : (i) un sur le renforcement de la coopération entre les gouvernements slovaque et tchèque et (ii) un sur la coopération dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Dans le mémorandum nucléaire, les deux gouvernements déclarent leur volonté de maximiser leur effort pour mettre en œuvre le départ de l'énergéticien tchèque CEZ de la société JESS chargée de la nouvelle centrale nucléaire en Slovaquie, au profit de la société 100% publique slovaque JAVYS, déjà actionnaire de JESS à côté de CEZ.

Plus d'informations :

<https://vlada.gov.cz/>

## - électricité

D'après les dernières données d'Eurostat, les ménages slovaques profitent des prix de l'électricité parmi les moins élevés de l'UE (consommation de 2 500 kWh à 4 999 kWh, tranche DC). Au premier semestre 2025, les prix hors taxes et prélèvements se sont établis à 0,127 €/kWh (la moyenne européenne étant de 0,2079 €/kWh). Toutes taxes et prélèvements compris, le prix s'élève à 0,1887 €/kWh au premier semestre 2025 (moyenne européenne à 0,2872 € / kWh). Exprimé en PPA, le prix TCC a atteint 0,2353 € / kWh (contre 0,2862€/kWh).

*Plus d'informations :*

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg\\_pc\\_204\\_custom\\_20549105/default/table](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg_pc_204_custom_20549105/default/table)

Quant aux entreprises, la situation est bien différente (consommation de 500 MWh à 1 999 MWh). Au premier semestre 2025, les prix hors taxes et prélèvements se sont établis à 0,1638 €/kWh (contre 0,156 €/kWh pour la moyenne UE). Toutes taxes et prélèvements compris, le prix de l'électricité était de 0,2341 €/kWh en Slovaquie ce au-delà de la moyenne UE (à 0,2282 €/kWh– dernières données disponibles).

*Plus d'informations :*

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg\\_pc\\_205\\_custom\\_20549172/default/table](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg_pc_205_custom_20549172/default/table)

## - gaz

Le 31 mars, lors de la réunion conjointe des gouvernements slovaque et tchèque, la ministre slovaque de l'Economie Denisa Sakova et le ministre tchèque de l'Industrie Karel Havlicek ont signé un mémorandum sur la responsabilité partagée pour le stockage du gaz dans les réservoirs de Dolní Bojanovice (République tchèque). Pour mémoire, ce réservoir est opéré et détenu par la société slovaque SPP et iest doté d'une capacité de stockage de 6,944 TWh dont 88,09 % pour la Slovaquie et 11,91 % pour la Tchéquie.

D'après les données d'Eurostat, les ménages slovaques bénéficient des prix du gaz parmi les moins élevés de l'UE (consommation de 20 GJ à 199 GJ, tranche 2). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, les prix hors taxes et prélèvements ont atteint 0,0477 €/kWh (la moyenne UE étant de 0,0788 €/kWh). Toutes taxes et prélèvements compris, le prix s'est établi à 0,0587 €/kWh (la moyenne UE de 0,1143 €/kWh). En prenant en considération le standard de pouvoir d'achat, le prix, toutes taxes et prélèvements compris, était de 0,0731 €/kWh (contre 0,1109 €/kWh).

*Plus d'informations :*

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg\\_pc\\_202\\_custom\\_20549563/default/table](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg_pc_202_custom_20549563/default/table)

A contrario, pour les entreprises slovaques, les prix hors taxes et prélèvements ont atteint 0,0646 € : kWh au 1<sup>er</sup> semestre 2025 (contre 0,0552 €/kWh pour la moyenne UE), avec une consommation entre 10 000 GJ et 99 999 GJ). Toutes les taxes et prélèvements compris, les entreprises ont payé 0,0811 € / kWh (contre 0,0787 €/kWh).

*Plus d'informations :*

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg\\_pc\\_203\\_custom\\_20549641/default/table](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/nrg_pc_203_custom_20549641/default/table)

## - chaleur

La société française Engie, avec des activités dans la chaleur urbaine et la gestion énergétique des bâtiments, a annoncé son départ de Slovaquie. Le premier acteur privé dans le chauffage, la société française Veolia, est intéressé par son acquisition. Le 9 mars, l'Autorité antimonopolistique a ouvert son enquête en la matière.

*Plus d'informations :*

<https://www.antimon.gov.sk/koncentracie-pmu-zacal-posudzovat-koncentraciu-v-oblasti-infrastruktury-tepla-a-elekriny-a-sluzieb-technickej-spravy-budov/?csrt=1849313281370736981>

Mi-mars, le ministère de l'Economie a rendu public le résultat de son appel à projet du 31 octobre 2025 concernant le soutien à la production combinée à haute efficacité de chaleur et d'électricité. Le soutien est limité par un tarif de 119,08 € / MWh et par la capacité installée

cumulée de 220 MW. Selon le ministère, 31 acteurs avec 76 installations totalisant 325 MW ont participé à ce projet. Le ministère a finalement choisi 65 installations. Le choix s'est réalisé en fonction de la demande de subvention la plus basse.

## Transport

### - routier

La société publique chargée des autoroutes, NDS (Société nationale des autoroutes) a signé le contrat avec le consortium des plus grands acteurs géologiques présents en Slovaquie. Le consortium « *Zdruzenie Karpaty* » (Association Carpathes), sous le leadership de la société *Geoexpert*, a gagné l'appel d'offres sur l'exploration géologique des Petites Carpathes à proximité de Bratislava. Pour réaliser le contournement complet de la capitale, les autorités slovaques envisagent de construire un tunnel sous les Carpathes, d'une longueur de 12 km. Le consortium a proposé une offre à hauteur de 17,9 M€.

Le 1<sup>er</sup> avril, le ministère des Transports a publié dans le Journal officiel de l'UE l'annonce sur le lancement d'un appel d'offres sur la reconstruction de 558 ponts routiers. La valeur estimée de ce marché s'élève à 2,8 Mds€ et la date limite pour l'envoi des offres a été fixée au 2 juin. Le projet se réalise sous forme d'un PPP – *design, construction, financement, opération et maintenance*. La phase de design et de construction devrait durer 5 ans et 3 mois, la phase d'opération et de maintenance - 30 ans.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/224837-2026>

La Société nationale des autoroutes a lancé, le 31 mars, deux appels d'offres sur la construction de deux tronçons de voie rapide R2 dans le Sud de la Slovaquie centrale. Le premier tronçon entre Zacharovce et Bátka (8,3 km) a une valeur estimée de 242 M€ et les intéressés doivent répondre jusqu'au 29 juin.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/221940-2026>

Le deuxième tronçon entre Bátka et Figa (6,3 km) a une valeur estimée de 153 € et les intéressés doivent répondre jusqu'au 29 juin.

Plus d'informations : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/220073-2026>

### - ferroviaire

Le consortium Škoda Transportation (CZ) et ŽOS Trnava (SK) fournira 8 unités électriques (avec une option pour 7 unités supplémentaires), accompagnées d'un service de maintenance de 10 ans, à la société publique chargée du transport ferroviaire de passagers, ZSSK. Les trains desserviront principalement la ligne Košice – Žilina – Bratislava, avec la possibilité de prolonger jusqu'à Vienne. La valeur estimée de ce marché s'élève à 645 M€.

Plus d'informations

<https://www.zssk.sk/aktuality/zssk-ukoncila-verejne-obstaravanie-na-nove-dialkove-jednotky-projekt-je-pripraveny-pre-pripad-externeho-financovania/>

Les autorités slovaques souhaitent soutenir le transport ferroviaire de marchandises de plus petite taille. En effet, seule l'entreprise publique de transport ferroviaire de marchandises ZSSK Cargo assure ce type de transport, en regroupant des wagons contenant des marchandises provenant de différents clients. Ce regroupement est déficitaire pour les entreprises ferroviaires privées, car ce type de transport est économiquement plus rentable par la route. Ainsi, l'État prévoit un dispositif de soutien à hauteur de 34,5 M€ d'ici à 2030.

### - aérien

Le 31 mars, la société aérienne Wizzair a ouvert une nouvelle ligne entre Bratislava et Nice. Par ailleurs, en mars, Wizzair a célébré son 10<sup>ème</sup> anniversaire de présence en Slovaquie, marqué par le lancement de 10 nouvelles lignes.

## Environnement

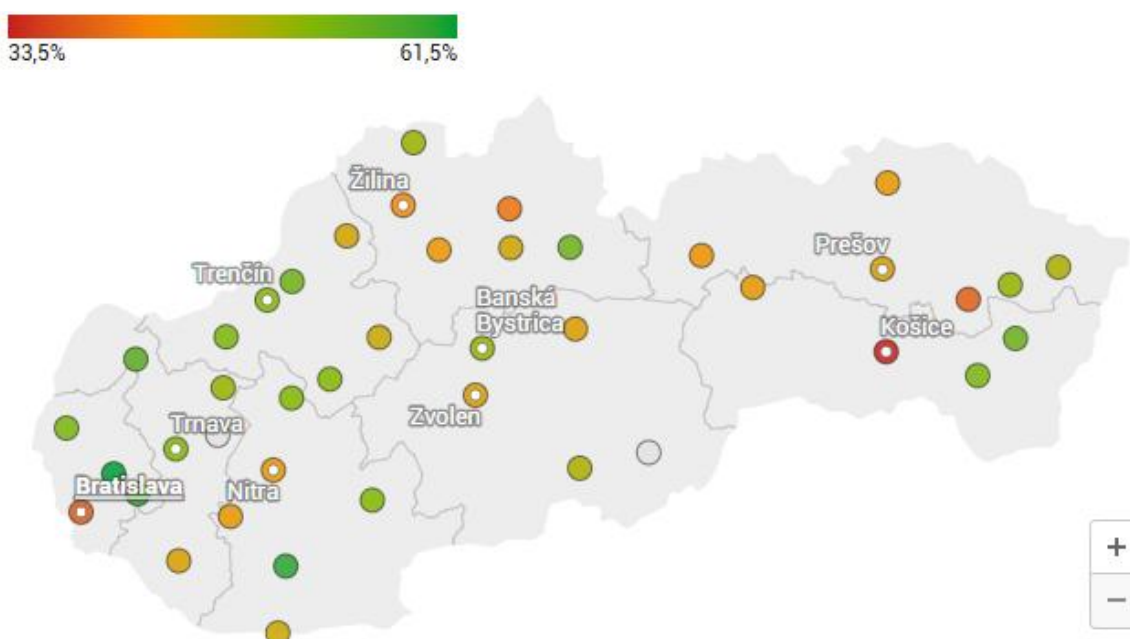
Le Conseil de responsabilité budgétaire (RRZ), institution indépendante qui veille sur la soutenabilité des finances publiques, a publié son analyse en matière d'impact de transition vers une économie bas carbone sur les finances publiques slovaques. Selon cette analyse, la neutralité carbone pourrait détériorer le solde des finances publiques de 1,1 % du PIB et la dette pourrait augmenter de 25 points.

L'impact le plus négatif se situe du côté des recettes publiques (60 % de l'impact cumulé). Il s'agit notamment d'une baisse des recettes fiscales, liée à la taxation de la consommation des combustibles fossiles. Du côté des dépenses, il s'agit d'investissements de modernisation, c'est-à-dire du cofinancement de la modernisation technologique des processus de production énergivores (p.ex. la transition de l'industrie métallurgique vers des fourneaux électriques).

Plus d'informations :

<https://www.rrz.sk/fiskalne-vyzvy-prechodu-na-nizkouglikovu-ekonomiku/>

Le site [www.odpady-portal.sk](http://www.odpady-portal.sk) dédié à la problématique des déchets a réalisé une étude comparative des 42 villes slovaques les plus peuplées. Le taux de tri a atteint la moyenne de 48,8 % en 2025, en hausse de 0,4 point en glissement annuel. Les meilleurs taux sont observés dans des municipalités à 20-30 000 habitants tels que Pezinok (61,5 %), Nove Zamky (60 %) ou Senec (59,7 %). Les deux plus grandes villes – Bratislava (38,2 %) et Kosice (33,5 %) – se trouvent en bas du classement.



Plus d'informations :

[Pozrite si, ako mestá triedia odpad. Bratislava si pohoršila, skokanom je Partizánske \(+mapa +grafy\) | ODPADY-PORTAL.SK](#)

## LITUANIE

### Energie

#### - renouvelables

La municipalité de Rokiškis, située au nord-est de la Lituanie, et des entreprises locales assemblées en association ont souscrit un prêt de 16 M€ octroyé par la banque publique d'investissement (ILTE). Ce crédit devrait être utilisé pour financer l'installation de panneaux

photovoltaïques. Cette initiative s'inscrit dans le plan de développement de la production électrique renouvelable présenté par les autorités lituaniennes, qui encouragent le développement de projets à l'échelle locale afin de répondre aux besoins locaux. En 2025, 50% de la consommation nationale d'électricité était couverte par des sources renouvelables nationales.

*Plus d'informations :*

[enmin.lrv.lt](http://enmin.lrv.lt), [The capacity of wind and solar power plants installed in Lithuania has reached 6 GW - Ministry of Energy of the Republic of Lithuania](#)

## Transport

### - ferroviaire

La société nationale ferroviaire lituanienne (LTG) a lancé les travaux de conception du nœud ferroviaire intermodal de Palemonas, près de Kaunas, point clé du projet Rail Baltica, qui doit relier les trois États baltes à la Pologne. Les voies ferrées à l'écartement européen de Rail Baltica (1 435 mm) croiseront en effet à Kaunas celles du réseau historique (écartement de 1 520 mm).

Rizzani, entreprise italienne chargée de la construction d'un pont ferroviaire sur la Neris, à proximité de Jonava (contrat de 77 M€), est en pleine restructuration et a donc arrêté ses travaux ainsi que le paiement de ses sous-traitants, ce qui constitue un retard susceptible de pénaliser l'ensemble du projet.

Le Directeur général de LTG, Egidijus Lazauskas, nommé en 2022, a démissionné. Il sera remplacé temporairement par le directeur financier, Arūnas Rumska, en attendant la nomination d'un successeur. Le président du groupe LTG a justifié cette décision par la nouvelle phase de développement qui s'ouvre pour l'entreprise publique, notamment davantage axée sur les questions de défense.

*Plus d'informations :*

[Rail Baltica starts design works on Kaunas node part - LRT](#), [The green light for the Rail Baltica spurt has gone out in the corridors of bureaucracy - Verslo žinios](#), [LTG CEO Lazauskas leaves office - LRT](#)

## Construction et infrastructures

Le ministre de l'Environnement, également en charge du logement, envisage le recours à des Partenariats Publics Privés (PPP) pour la construction de nouveaux logements sociaux dont les besoins augmentent. Environ 1 000 logements seraient envisagés, selon les services du ministère, pour un coût estimé de 115 M€. Concrètement, les entreprises privées développeraient des projets immobiliers sur leurs fonds propres avec la garantie que la municipalité achètera tout ou partie des appartements au prix de marché. Un projet pilote devrait voir le jour en juin 2026, mais, pour l'heure, aucune municipalité n'a signalé son intérêt pour de tels projets.

Si l'Etat utilise déjà régulièrement des PPP pour ses projets d'infrastructures (construction ou rénovation) routières, le ministère des Transports a également annoncé sa volonté de multiplier les recours aux PPP à l'avenir. Pour rappel, en 2026, 815 M€ ont été alloués à la rénovation de ponts et de routes en Lituanie.

*Plus d'informations*

[Žuromsk: Public-Private Partnership for Municipal Housing Development - LRT](#), [The Ministry of Environment plans to develop municipal housing in the form of PPPs - Verslo žinios](#), [The Ministry of Transport and Communications plans to manage bridges and viaducts using PPP - Verslo žinios](#)

# LETTONIE

## Énergie

### - hydrogène

Les entreprises CIS Liepaja, développeur d'hydrogène vert, et NorSAF, spécialisée dans les carburants d'aviation durables et synthétiques, ont signé un protocole d'accord pour développer la production d'hydrogène vert et de carburants d'aviation durables dans la zone économique spéciale de Liepaja. CIS Liepaja fournira l'hydrogène vert à la future usine de NorSAF, qui devrait produire 100 000 t de carburants d'aviation par an, dont 40 000 t de carburants synthétiques durables, destinés aux compagnies aériennes des pays baltes et d'Europe du Nord, avec exportation vers d'autres marchés européens.

Le projet comprend un complexe énergétique renouvelable capable de produire 21 200 t d'hydrogène vert par an, pour un investissement total de plus de 1,2 Md€, créant environ 500 emplois. La décision finale d'investissement est prévue d'ici fin 2027, avec une mise en production prévue pour 2030.

Plus d'informations : [The Baltic Times](#)

### - biométhane

L'intérêt des entreprises pour le programme de soutien au biométhane dépasse plus de trois fois les financements disponibles, selon le ministère de l'Énergie et du Climat, avec 15 projets déposés représentant environ 45 M€ de demandes.

Afin d'élargir le nombre de projets soutenus, le gouvernement a validé une réforme du dispositif permettant à l'institution publique ALTUM de mobiliser jusqu'à 22 M€ supplémentaires sur les marchés financiers internationaux. Le soutien reste structuré sous forme d'instrument financier combiné (prêts ou garanties assortis de subventions en capital pouvant atteindre 4,2 M€ par projet). Cette initiative vise à accélérer le développement de la filière biométhane en Lettonie, considérée comme stratégique pour renforcer la production locale d'énergie et réduire la dépendance aux importations fossiles.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie et du Climat letton](#).

### - électricité

Le prix de gros de l'électricité en Lettonie a augmenté d'1% en février 2026, pour atteindre 155,39 €/MWh. Elle reste à un niveau élevé, dans un contexte similaire dans les autres pays baltes. Cette évolution s'explique par des conditions météorologiques froides, qui ont soutenu la demande, ainsi que par la baisse de la production éolienne et des importations d'électricité, notamment en provenance des pays nordiques, tandis que la reprise de la production solaire n'a pas suffi à compenser ce recul.

Latvenergo, principal producteur et fournisseur d'électricité en Lettonie, indique que les importations d'électricité dans la région ont diminué de 12%. En Lettonie, la consommation s'est établie à 690 GWh, en baisse par rapport au mois de janvier, mais en hausse de 17% sur un an, tandis que la production nationale a atteint 686 GWh, couvrant près de 99% de la demande, soit un niveau nettement supérieur à la moyenne régionale de 71% dans les pays baltes.

Plus d'informations : [AST](#)

## Transport

### - aérien

En 2025, le chiffre d'affaires de l'aéroport de Riga a progressé de 3,9 %, pour atteindre 80,7 M€, tandis que ses bénéfices ont bondi de 32,9%, à 4,6 M€. L'aéroport a accueilli plus de 7,11 M de

passagers et assuré 63 000 vols, des niveaux similaires à 2024. Le chiffre d'affaires des services aéronautiques a augmenté de 5,4%, à 47,3 M€ tandis que celui des services non aéronautiques de 2%, à 33,4 M€. Le fret aérien a atteint 20 147 t, soit 7% de plus qu'en 2024.

Parallèlement, l'aéroport a investi 20 M€ dans son développement, notamment pour la reconstruction du bâtiment des services techniques, l'achat de mobilier pour le terminal et l'extension de sa flotte de véhicules et de son équipement de sécurité. À titre de comparaison, en 2024, le chiffre d'affaires de l'aéroport s'élevait à 77,629 M€, soit 7,1% de plus qu'en 2023, tandis que son bénéfice avait été multiplié par 2,1, atteignant 3,4 M€.

*Plus d'informations : [Riga international airport](#)*

La compagnie aérienne airBaltic devra trouver des financements supplémentaires d'ici la fin de l'année pour poursuivre ses opérations selon le ministère des Transports letton. Malgré une croissance de 4 % du chiffre d'affaires en 2025 et une division des pertes par trois, la compagnie reste déficitaire (44,3 M€ l'an dernier) et prévoit un flux de trésorerie négatif pour la prochaine saison hivernale, nécessitant 100 à 150 M€.

Pour faire face à la hausse des prix du carburant d'aviation liée au conflit au Moyen-Orient, airBaltic a d'ores et déjà demandé un prêt à court terme au ministère des Transports, tout en comptant également sur d'autres financements externes et, en dernier recours, une aide publique. Le ministre des Transports, Atis Švinka, souligne le rôle clé d'airBaltic pour la connectivité régionale et l'économie nationale, tout en avertissant que la guerre au Moyen-Orient représente un risque supplémentaire pouvant nécessiter des mesures d'urgence si la situation se prolonge. Il précise également qu'une introduction en bourse n'est pas envisageable pour le moment.

*Plus d'informations : [Ministère des Transports letton](#) et [LSM](#).*

## - bus

La société municipale de transport public de Riga, Rīgas Satiksme, prévoit de conclure d'ici la fin de l'année un contrat pour l'acquisition de 120 bus (60 électriques et 60 diesel) pour un coût estimé à 60-65 M€. Une étude de marché sur les bus de 18 m a été réalisée et des consultations avec les fournisseurs ont été lancées, permettant à dix constructeurs potentiels de manifester leur intérêt, certains pour les deux types de motorisation. Le financement devrait passer par un emprunt bancaire, avec un possible recours à des fonds européens pour les bus électriques. La livraison des bus électriques et de leurs pièces de rechange est prévue dans 24 à 30 mois, celle des bus diesel dans 18 mois après la signature du contrat. Le lancement officiel de l'appel d'offres est attendu pour avril 2026, les consultations permettant de finaliser les conditions et d'améliorer les documents de la procédure.

*Plus d'informations : [LSM](#)*

## Infrastructures

Les entreprises lettones Merito Partners, opérateur de centrales solaires, et la société d'énergies renouvelables Saules Energy investiront 25 M€ dans des systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS) à proximité de leurs parcs solaires. La première phase bénéficie d'un financement de 13 M€ de Signet Banka. Entre 2023 et 2024, les deux entreprises ont construit huit grandes centrales solaires à Zilupe, Brenguļi, Inčukalna, Carnikava, Kalkūne, Koknese, Cēsis et Valmiera, pour une capacité totale de 71,5 MW, fournissant de l'électricité à 35 000 foyers. Le projet de modernisation prévoit l'installation de BESS sur l'ensemble des centrales, avec une capacité totale de 120 MWh, permettant d'utiliser l'énergie solaire même la nuit et d'assurer une production stable. La plateforme BESS est prévue pour débiter ses opérations d'ici fin 2026.

*Plus d'informations : [LSM](#)*

## Environnement

En 2024, chaque Letton a généré 462 kg de déchets municipaux, un niveau nettement inférieur (- 10,6%) par rapport à la moyenne européenne qui s'établissait à 517 kg par personne, mais qui représente néanmoins une hausse de 5,7% par rapport à 2023. Sur la dernière décennie, la production de déchets par habitant en Lettonie a augmenté de 98 kg (+27% depuis 2014), soit une progression plus marquée que celle observée en moyenne dans l'Union européenne (+8%) sur la même période. La Lettonie se situe ainsi à un niveau comparable à celui de la Lituanie, mais devant l'Estonie, dont la production par habitant était de 375 kg.

Plus d'informations : [LSM](#)

## ESTONIE

### Emissions

En 2024, les émissions de gaz à effet de serre de l'Estonie ont atteint 12 Mt d'équivalent CO<sub>2</sub>, marquant une baisse de 9 % par rapport à 2023 et de 66,5 % depuis 1990, selon le dernier inventaire publié par le Ministère du Climat et le Centre estonien de recherche environnementale. La réduction la plus significative a été observée dans le secteur de l'énergie, où les émissions ont chuté de 16 % sur un an. La production d'électricité à partir de combustibles fossiles a diminué de 19 %, passant de 2,3 TWh à 1,9 TWh, tandis que la production d'énergies renouvelables a augmenté de 23 %, atteignant 3,4 TWh.

#### - transports

Les émissions du secteur des transports ont légèrement augmenté d'1 % par rapport à 2023, représentant 21 % des émissions totales du pays. Le transport routier, responsable de près de 95 % des émissions du secteur, a vu une hausse de 22 % du kilométrage des véhicules lourds, bien que les émissions des voitures particulières soient restées stables. L'utilisation de biocarburants liquides a également progressé de 23 %.

#### - sols et les forêts

Le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF), puits carbone net jusqu'en 2013, a contribué à 16 % des émissions en 2024, avec une réduction de 23,5 % grâce à la diminution des volumes d'exploitation forestière. Les stocks de carbone ont augmenté dans les forêts, les produits bois et, dans une moindre mesure, les prairies, tandis que les zones humides et les terres agricoles ont enregistré les émissions nettes les plus élevées.

#### - agriculture

L'agriculture a représenté 15 % des émissions, avec une légère hausse de 2 % par rapport à 2023, principalement due à l'utilisation accrue d'engrais organiques et de résidus de cultures. L'industrie du schiste bitumineux, responsable de 13 % des émissions, a vu ses rejets diminuer de 7,5%. Les autres industries manufacturières ont contribué à moins de 5 % des émissions totales.

Plus d'informations :

<https://kliimaministeerium.ee/en/news/estonia-has-reduced-its-greenhouse-gas-emissions-665-1990>

## Energie

#### - nucléaire :

Une enquête réalisée par Emor pour Fermi Energia en mars montre que les Estoniens privilégient majoritairement l'énergie nucléaire plutôt que le gaz naturel pour assurer la sécurité de leur approvisionnement électrique. L'étude indique que 41 % des sondés soutiennent la construction d'une centrale nucléaire, tandis que 19 % jugent les deux options (nucléaire et gaz) également adaptées. Seuls 7 % se prononcent clairement en faveur des

centrales à gaz, et 20 % des répondants n'ont pas exprimé de préférence nette. Ce choix en faveur du nucléaire est partagé par tous les segments de la population, quels que soient le genre, l'origine ethnique ou l'affiliation politique.

Cette enquête s'inscrit dans un contexte de lancement de l'énergie nucléaire en Estonie, le ministre de l'Énergie et du Climat Andres Sutt ayant présenté au Parlement le 19 mars le projet de loi sur l'énergie et la sécurité nucléaire (TEOS). Ce document vise à fixer le cadre juridique de l'utilisation et la gestion de l'énergie nucléaire dans le pays.

*Plus d'informations :*

<https://fermi.ee/en/toetus-uae-polvkonna-vaikesele-tuumajaamale-pusib-korge/>

### - **hydrogène :**

Le gouvernement estonien a lancé un plan national spécial pour étudier la faisabilité de la section terrestre du corridor hydrogène nordique-baltique, reliant la Finlande à l'Allemagne, sur son territoire. Ce projet, mené en collaboration avec cinq autres pays (Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne et Allemagne), vise à créer une infrastructure permettant le transport d'hydrogène à travers l'Estonie, renforçant ainsi la sécurité énergétique régionale et l'intégration du pays dans le système européen.

La position géographique de l'Estonie, située entre la Finlande et l'Allemagne, pourrait en faire un maillon clé du réseau énergétique européen, générant des revenus de transit et renforçant son rôle dans l'infrastructure continentale. Le plan national a pour objectif d'évaluer la faisabilité technique, économique et environnementale du projet. Le corridor serait constitué d'un ou deux gazoducs souterrains, d'une longueur de 250 à 300 km, reliant la frontière lettone à la côte nord de l'Estonie. La zone de planification couvre 6 522 km<sup>2</sup> et implique 24 communes dans sept comtés.

Le processus de planification, qui devrait durer jusqu'à trois ans, inclura une analyse des options de tracé, des solutions techniques, ainsi qu'une évaluation des impacts sociaux, économiques et environnementaux. Porté par le gestionnaire de réseau Elering et coordonné par le ministère de l'Économie et des Communications, ce projet est ouvert à la participation du public et toutes les parties prenantes.

*Plus d'informations :* <https://elering.ee/en/nordic-baltic-hydrogen-corridor>

### - **renouvelables :**

Enefit, filiale internationale d'Eesti Energia, triple sa capacité de stockage d'énergie en installant trois nouvelles unités de batteries dans des parcs éoliens en Lituanie, portant son portefeuille de 29 MW à 75 MW, soit une capacité totale de 184 MWh. Ces nouvelles installations, d'un coût de 30,3 M€, comprendront une unité de 16 MW à Kelme I, une de 18 MW à Kelme II et une de 12 MW à Šilale II. Ces projets, prévus pour le premier semestre 2027, s'appuient sur l'infrastructure et les connexions de réseau existantes, optimisant ainsi leur efficacité et leur intégration au système énergétique lituanien et baltique.

La Lituanie représente un marché clé pour Enefit, avec plus d'un tiers de sa production d'énergie renouvelable située dans le pays. En 2025, Eesti Energia avait déjà inauguré une installation de stockage de 26,5 MW/53,1 MWh à Auvère (Estonie). Ces investissements s'inscrivent dans une stratégie globale visant à favoriser une électricité plus abordable pour les consommateurs, tout en accélérant la décarbonation du mix énergétique baltique.

*Plus d'informations :* <https://www.enefit.com/en/-/investori-uidised/enefit-suurendab-oma-energiasalvesti-portfelli>

# Agenda

<b>20 avril</b>	Sommet gouvernemental FR-PL avec la participation du Président Emmanuel Macron et du Premier Ministre Donald Tusk, Gdańsk
<b>22-24 avril</b>	<a href="#">18th European Economic Congress</a> , Katowice
<b>25-26 mai</b>	<a href="#">14th edition of National Energy Summit OSE</a> , Gdańsk
<b>15-16 septembre</b>	<a href="#">RE-Source Poland 2026</a> , Varsovie
<b>21-24 septembre</b>	<a href="#">TRAKO International Railway Fair</a> , Gdańsk
<b>6-7 octobre</b>	<a href="#">Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026</a> , Varsovie
<b>10 octobre</b>	<a href="#">Maritime Economy Forum</a> , Gdynia
<b>17-19 novembre</b>	<a href="#">Future Energy Week Poland 2026</a> , Varsovie
<b>27 novembre</b>	<a href="#">Conference Look at the Future of Mobility 2026</a> , Riga

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr](mailto:kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr)